

A. 644
10/06/96
GREFFE
du TRIBUNAL de COMMERCE
B.P. 22 - 47002 AGEN Cédex
96B144

G.M. DEVELOPPEMENT

Société Anonyme au capital de 4 600 000 F

Siège social : ZAC de Grésailles Route d'Auch - 47550 BOE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU 19 AVRIL 1996

L'an mil neuf cent quatre vingt seize,
le dix neuf avril après signature des statuts,

Les membres du Conseil d'Administration nommés par l'article 44 des statuts se sont réunis à l'effet de délibérer sur la nomination de leur Président et du Directeur Général.

Le Conseil réunissant la totalité de ses membres peut valablement délibérer.

PREMIERE RESOLUTION

NOMINATION DU PRESIDENT


Le Conseil, après en avoir délibéré, nomme à l'unanimité Monsieur METGE Jean-Pierre, Président du Conseil d'Administration pour la durée de son mandat d'administrateur.

Monsieur METGE Jean-Pierre déclare accepter ces fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises.

DEUXIEME RESOLUTION

POUVOIRS DU PRESIDENT

Le Président assurera sous sa responsabilité la direction générale de la société et la représentera dans ses rapports avec les tiers. Il sera investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées générales et au conseil d'administration.

Copie certifiée conforme


TROISIEME RESOLUTION

NOMINATION D'UN DIRECTEUR GENERAL

Le Président indique au Conseil qu'il apparaît nécessaire d'être assisté par un Directeur Général. En conséquence, sur proposition du Président, le Conseil nomme à l'unanimité comme Directeur Général, Monsieur METGE Christian pour la durée de son mandat d'administrateur.

Monsieur METGE Christian déclare accepter ces fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises.

QUATRIEME RESOLUTION

POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL

Le Directeur Général aura les mêmes pouvoirs que le Président Directeur Général tels qu'ils ont été précisés ci-dessus dans la deuxième résolution.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée après rédaction du présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les administrateurs présents.

Copie certifiée conforme



CABINET RAMPNOUX ET ASSOCIÉS

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
INSCRITE A LA COMPAGNIE RÉGIONALE D'AGEN
SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DE BORDEAUX
S. A. AU CAPITAL DE 300 000 FRANCS - R. C. S AGEN B 343 241 238 - A P E 7410

BISTUER FRÉDÉRIC
COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ

17, RUE DE STRASBOURG
B. P. 137 - 47004 AGEN
TÉL. 53 47 17 09
FAX 53 66 13 41

AGEN, LE

R A P P O R T
du COMMISSAIRE aux APPORTS

SUR LES APPORTS EFFECTUES

par M. Jean Pierre METGE

et M. Christian METGE

A LA SOCIÉTÉ ANONYME

en cours de constitution

S A G . M . DEVELOPPEMENT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
SUR LES APPORTS EFFECTUES
PAR M. Jean Pierre METGE et M. Christian METGE
A LA SOCIETE ANONYME
EN COURS DE CONSTITUTION
S.A. G.M. DEVELOPPEMENT

=====

En exécution de la mission de Commissaire aux apports qui nous a été confiée par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce d'Agen, en date du 19 avril 1996, nous vous présentons notre rapport sur l'appréciation de la valeur des apports devant être effectués par Messieurs Jean Pierre et Christian METGE dans le cadre de la constitution de votre société.

I - DESCRIPTION DE L'OPERATION

Sociétés concernées.

Messieurs Jean Pierre et Christian METGE sont titulaires de 121 actions chacun dans la S.A. FROMAFRUIT, au capital de 500 000 F, composé de 250 actions de 2 000 F, entièrement libérées. Son siège social est situé BOE ZAC de Grésailles, route d'Auch. Son numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés d'Agen est le B 025 820 143.

Son objet social est le négoce sous toutes ses formes, de tous produits alimentaires, produits d'épicerie et tout ce qui s'y rattache.

La date de clôture de l'exercice social est le 31 décembre.

La société G M Développement, en cours de constitution, est une société anonyme, au capital de 4 600 000 F dont le siège social est à BOE, ZAC de Grésailles.

Son objet social est :

- la direction générale, la direction commerciale, la négociation des achats,
- la promotion, l'organisation et la gestion de toutes les sociétés civiles ou commerciales et toute recherche de développement stratégique,
- l'achat, la vente, la gestion et la gérance de tous biens meubles ou immeubles,
- l'étude, la mise au point et la réalisation de tous projets financiers, commerciaux, prestataires de services de toutes natures,
- l'acquisition, la gestion de toutes valeurs mobilières, le tout pour elle même ou pour le compte de tiers ou en participation, le paiement des capitaux de la société en valeurs de toutes natures,

- toutes souscriptions de valeurs à des sociétés françaises ou étrangères, financières, industrielles, commerciales, immobilières, prestataires de services de toutes natures,
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,
- la prise de participation ou d'intérêt dans toutes sociétés financières, industrielles, commerciales, immobilières, prestataires de services de toutes nature.

La date de clôture de l'exercice social est le 31 décembre.

II - MOTIF DE L'OPERATION

Messieurs Jean Pierre et Christian METGE sont titulaires de 242 actions sur les 250 constituant le capital social de la S.A. FROMAFRUIT dont ils assurent la direction générale et commerciale.

Dans le cadre du développement externe de leurs activités, ils ont envisagé le rachat d'une autre entreprise ayant une activité équivalente située à ESPOEY, 64 420 - SOLOULOU.

Afin d'assurer une unité de direction générale et commerciale, de coordonner et de mener en commun les opérations de négociation des achats et plus généralement toutes les opérations nécessaires au bon fonctionnement administratif et financier de chacune des sociétés,

il est apparu nécessaire de constituer une société holding leur permettant d'effectuer ces opérations pour le compte des deux sociétés.

En conséquence, Messieurs Jean Pierre et Christian METGE apportent à la S.A. G. M. Développement 120 actions chacun, soit au total 240 actions de la S.A. FROMAFRUIT.

III - BASES DE L'APPORT

Pour évaluer les titres apportés, il a été décidé de retenir les comptes annuels de la S.A. FROMAFRUIT, arrêtés au 31 décembre 1995.

IV - PROPRIETES, JOUISSANCE et CONDITIONS

La SA G M Développement sera propriétaire et aura la jouissance des titres apportés à la date de la constitution de la société.

Sur le plan fiscal les apporteurs entendent opter pour le régime de report d'imposition de la plus value prévu à l'article 160 I ter du Code Général des Impôts.

V - DESCRIPTION et EVALUATION DES APPORTS

Messieurs Jean Pierre et Christian METGE apportent 120 actions chacun sur les 121 dont ils sont titulaires dans les comptes d'actionnaires de la SA FROMAFRUIT.

Nous présenterons 3 méthodes pouvant être utilisées pour évaluer les sociétés :

- valeur de rendement
- valeur fonction de la marge brute d'autofinancement
- valeur mathématique corrigée des plus values latentes, en particulier sur le fonds de commerce.

C'est cette dernière méthode qui est utilisée pour les négociations réalisées actuellement dans ce secteur d'activité.

1/ - Valeur de rendement : moyenne des bénéfices nets des 3 dernières années

1995	150 986		
1994	125 588		
1993	110 207		

	386 781	moyenne	128 927

Valeur de rendement

10 %	1 289 270
8 %	1 612 000
6 %	2 148 000

2/ - Valeur M B A

	1993	1994	1995
	----	----	----
Bénéfice net	110 207	125 588	150 986
Dotations aux amortissements	239 727	265 782	262 438
	-----	-----	-----
	349 934	391 370	413 424
Moyenne	385 000		
Coefficient ..	5		

Valeur	1 925 000		
	=====		

Les résultats obtenus par ces 2 méthodes donnent des valeurs proches des capitaux propres de la société (1 729 000 F), nous nous baserons, donc, sur la valeur mathématique corrigée.

3/ - Valeur mathématique

Les capitaux propres de la société, au 31 décembre 1995, sont de 1 729 305 F.

Le fonds de commerce, dans les négociations intervenant sur ce type d'activité, est évalué sur la base de 5 % à 7 % du chiffre d'affaires annuel.

Le chiffre d'affaires 1995 de la SA FROMAFRUIT est de 51 097 448 F, nous retiendrons, donc, sur la base de 6 %, une valeur de fonds de commerce de 3 000 000 F.

La valeur mathématique est, donc :

- capitaux propres	1 729 305 F
- plus value sur fonds de commerce	3 000 000 F

Total	4 729 305 F
	=====

Evaluation

Compte tenu des éléments connus, au niveau des négociations de prix, la valeur des titres sera déterminée sur la base de 4 600 000 F pour 250 actions, soit 18 400 F par action,

et, donc, un apport pour :

M. Jean Pierre METGE	2 208 000 F
M. Christian METGE	2 208 000 F

Total des apports en nature	4 416 000 F
	=====

VI - CONCLUSION

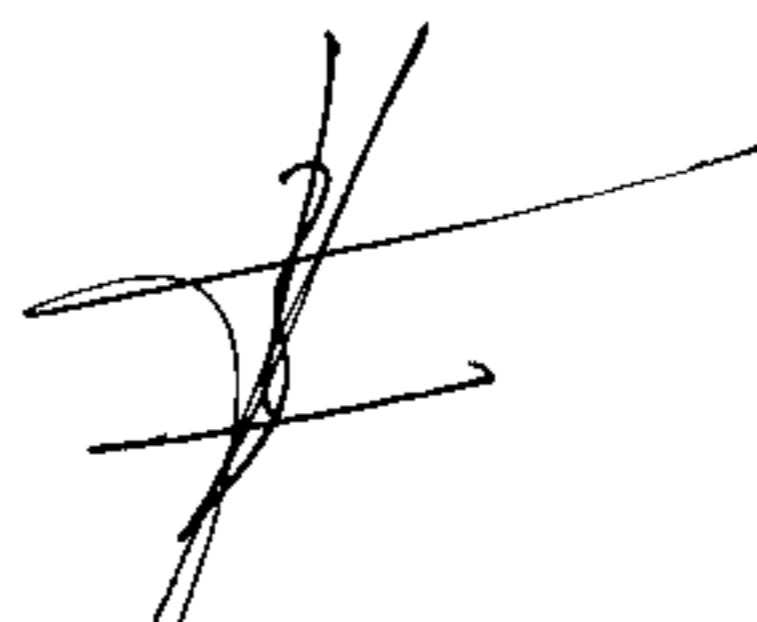
Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la valeur globale des apports décrits dont le total s'élève à 4 416 000 F.

Fait à Agen, le 19 avril 1996

F. BISTUER

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale d'Agen



S.A. G.M. DEVELOPPEMENT
Société Anonyme
Au capital de 4 600 000 francs
Siège social : ZAC DE GRESAILLES
47550 BOE

STATUTS

LES SOUSSIGNES

- . **Monsieur METGE Alain dit Jean-Pierre**
né le 25 février 1953 à AGEN
de nationalité française
Marié sous le régime de la Séparation de Biens et Participation aux acquets à
Madame RICHARD Annie
demeurant Ldt Fayries
Goulens
47390 LAYRAC

- . **Monsieur METGE Christian**
né le 29 novembre 1955 à AGEN
de nationalité française
Marié sous le régime de la Communauté légale à **Madame HERVOIR Claire**
demeurant Chemin de Lamassoque
Côte de Brumas
47390 LAYRAC

- . **Madame RICHARD Annie épouse METGE Jean-Pierre**
née le 23 avril 1954 à DEAUVILLE
de nationalité française
Mariée sous le régime de la Séparation de Biens et Participation aux acquets
à **Monsieur METGE Jean-Pierre**
demeurant Ldt Fayries
Goulens
47390 LAYRAC

- . **Madame HERVOIR Claire épouse Monsieur METGE Christian**
née le 21 mai 1957 à BORDEAUX
de nationalité française
Mariée sous le régime de la Communauté légale à **Monsieur METGE Christian**
demeurant Chemin de Lamassoque
Côte de Brumas
47390 LAYRAC

Chy

all.

Mc et Mc

Ma et MA

all

- . **Madame METGE Danielle**
née le 6 novembre 1951 à AGEN
de nationalité française
Séparée
demeurant

- . **Monsieur METGE Vincent**
né le 23 mai 1979 à AGEN
de nationalité française
Mineur non émancipé
Représenté par ses parents Monsieur METGE Jean-Pierre et Madame METGE Annie
demeurant Ldt Fayries
Goulens
47390 LAYRAC

- . **Mademoiselle METGE Camille**
née le 12 mars 1981 à AGEN
de nationalité française
Mineure non émancipée
Représentée par ses parents Monsieur METGE Christian et METGE Claire
demeurant Chemin de Lamassoque
Côte de Brumas
47390 LAYRAC

ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société Anonyme devant exister entre eux.

TITRE I

FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

Article 1 - FORME

Il existe, entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une Société Anonyme régie par les Lois et règlements en vigueur notamment par la Loi du 24 juillet 1966, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale est :

G.M. DEVELOPPEMENT

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Anonyme » ou des initiales S.A. et de l'énonciation du montant du capital social.

M
Clay *au* *Mc et Mc* *Ma et MA* *au* *fy*

Article 3 - OBJET

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- La direction générale, la direction commerciale, la négociation des achats,
- La promotion, l'organisation et la gestion de toutes les sociétés civiles ou commerciales et toute recherche de développement stratégique,
- L'achat, la vente, la gestion et la gérance de tous biens meubles ou immeubles,
- L'étude, la mise au point et la réalisation de tous projets financiers, commerciaux, prestataires de services de toutes natures,
- L'acquisition, la gestion de toutes valeurs mobilières, le tout pour elle même ou pour le compte de tiers ou en participation, le paiement des capitaux de la société en valeurs de toutes natures
- Toutes souscriptions de valeurs à des sociétés françaises ou étrangères, financières, industrielles, commerciales, immobilières, prestataires de services de toutes natures.
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
- La prise de participation ou d'intérêt dans toutes sociétés financières industrielles, commerciales, immobilières, prestataires de services de toutes nature.

Et généralement toutes opérations immobilières, mobilières financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est à

ZAC de Grésailles
Route d'Auch
47550 BOE

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires et partout ailleurs en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Le Conseil d'administration a la faculté de créer, transférer et supprimer en France où à l'étranger tout établissements, agences, usines et succursales, bureaux et dépôts.

et
Cly au. Mc et Mc Ma et MA au Jy

Article 5 - DUREE - ANNEE SOCIALE

1 - La durée de la Société est de quatre vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre. Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 1996.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

TITRE II

CAPITAL - ACTIONS

Article 6 - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution il est fait apport

* En numéraire

- d'une somme de cent quatre vingt quatre mille francs (184 000 F) correspondant à la valeur nominale de mille huit cent quarante actions (1 840) de cent francs (100 F) chacune qui ont été souscrites et entièrement libérées par les personnes dont le relevé nominatif figure en annexe.

Ladite somme de cent quatre vingt quatre mille francs (184 000 F) a été déposée à la Société Générale Agence d'Agen Place Wilson sous le n°200 402 38 ainsi que le constate un certificat de dépôt par ladite Banque en date du 12 avril 1996.

* En nature

- de deux cent quarante actions (240) de la SA FROMAFRUIT SA au capital de 500 000 F dont le siège est situé ZAC de Grésailles Route d'Auch 47550 BOE immatriculé au RCS d'AGEN et dont le numéro siret est 025 820 143 00029 pour un montant de quatre million quatre cent seize mille francs (4 416 000 F) correspondant à quarante quatre mille cent soixante actions (44 160) de cent francs (100 F) chacune qui ont été réparties aux personnes dont le relevé nominatif figure en annexe ainsi que le rapport du Commissaire aux apports concernant l'évaluation des titres apportés à la société en cours de constitution.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social est fixé à la somme de 4 600 000 (quatre million six cent mille) francs. Il est divisé en 46 000 (quarante six mille) actions d'une seule catégorie de 100 (cent) francs chacune.

2 - Chaque administrateur doit être propriétaire d'un nombre d'actions fixé à 1.

all
Ces au.

NC et Me

Ma et MA

des
Juy

Article 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la Loi. L'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du Conseil d'administration, est seule compétente pour décider l'augmentation du capital.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux actionnaires, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Article 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Conseil d'administration dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

Article 10 - REDUCTION - AMORTISSEMENT DU CAPITAL SOCIAL

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Conseil d'administration tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

del

Chy Au.

M c et Mc

Ma et MA

per J

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions de la Loi.

Article 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ces comptes individuels peuvent être des comptes «nominatifs purs» ou des comptes «nominatifs administrés» au choix de l'actionnaire.

Article 12 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propiétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux Assemblées Générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute Assemblée Générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication des documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Article 13 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

La transmission des actions, à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opère également au moyen d'un ordre de mouvement de compte à compte mentionné sur le registre des mouvements de titres sur justification de la mutation dans les conditions légales.

2 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

act

Chy

Am.

Mc et Mc

Ma et MA

ca

fy

En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.

3 - Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession d'actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable du Conseil d'administration.

A cet effet, le cédant doit notifier à la Société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une notification émanant du Conseil, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, le Conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers, soit par la Société en vue d'une réduction de capital, mais en ce cas, avec le consentement du cédant.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

4 - Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

5 - En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est libre ou est soumise à autorisation du conseil dans les conditions prévues au 3. ci-dessus.

6 - La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies au 3. ci-dessus.

1- Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.

Cy *Am.* *Mc et Mc* *Ma et M A Am* *Am*

2- La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social. La cession de ces actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

La transmission d'actions, à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opère également au moyen d'un ordre de mouvement mentionné sur le registre des mouvements de titres sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Article 14 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions fixées par la Loi et les statuts.

Tout actionnaire a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la Loi et les statuts.

2 - Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelle que main qu'il passe.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions de l'Assemblée Générale et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer dans l'administration de la Société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les actionnaires possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

cert
Cly Au Mc et Mc Ma et MA au by

TITRE III

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 15 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - Composition

La Société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de vingt-quatre au plus, sauf dérogation temporaire prévue en cas de fusion.

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui peut les révoquer à tout moment.

Toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination des administrateurs peut être faite par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales sont tenus lors de leur nomination de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société, sans délai, par lettre recommandée et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Un administrateur personne physique ne peut appartenir simultanément à plus de huit Conseils d'administration ou Conseils de surveillance de Sociétés Anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la Loi.

Tout administrateur personne physique qui lorsqu'il accède à un nouveau mandat se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut, il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif. Le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonctions.

2 - Limite d'âge - Durée des fonctions

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Le nombre des

Clay ^{out} *Alle.*

Mc et Mc

Ma et HA *ave* *by*

administrateurs ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans ne peut excéder le tiers des membres du Conseil d'administration. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années ; elle expire à l'issue de l'Assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat. Les administrateurs sont toujours rééligibles.

3 - Vacances - Cooptation

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'administration peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Toutefois s'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonctions, celui-ci ou ceux-ci, ou à défaut le ou les Commissaires aux Comptes, doivent convoquer immédiatement l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter l'effectif du Conseil.

Les nominations provisoires effectuées par le Conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Article 16 - ACTIONS D'ADMINISTRATEURS

Chaque administrateur doit être propriétaire d'actions dont le nombre est fixé à l'article 7.

Si au jour de sa nomination un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si en cours de mandat il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans un délai de trois mois.

Article 17 - BUREAU DU CONSEIL

Le Conseil d'administration élit, parmi ses membres personnes physiques, un Président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le Président directeur général ne doit pas être âgé de plus de soixante-dix ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire, même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil désigne à chaque séance celui de ses membres présents qui doit présider la séance.

all

Cy

all.

Mc et Ma

Ma et MA au by

Article 18 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'administration par tous moyens, même verbalement. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la Loi. En cas de partage des voix, celle du Président de la séance est prépondérante.

Article 19 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la Loi aux Assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, si elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Toutes décisions qui limiteraient les pouvoirs du Conseil seraient inopposables aux tiers.

La compétence du Conseil d'administration s'étend à tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée Générale par la Loi et par les présents statuts. Le Conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi et par les présents statuts.

Article 20 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS - SIGNATURE SOCIALE

1 - Le Président du Conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la Direction générale de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la Loi aux Assemblées Générales et au Conseil d'administration, ainsi que des dispositions de la Loi concernant les cautions, avals ou garanties.

Les décisions du Conseil d'administration limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Sous cette réserve, le Conseil d'administration peut déléguer à son Président les pouvoirs qu'il juge nécessaires, avec faculté de substituer partiellement dans ces pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

copy
Chy alle. Mc et Mc Ma et MA Bu Jm

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

2 - Sur la proposition du Président, le Conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs Directeurs généraux dans les conditions prévues par la Loi. Les Directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques. Ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux. Le ou les Directeurs généraux, ne doivent pas être âgés de plus de soixante-dix ans. Si un Directeur général en fonctions vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire.

Les Directeurs généraux sont révocables à tout moment par le Conseil d'administration, sur la proposition du Président ; en cas de décès, démission ou révocation de celui-ci, ils conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec son Président, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux Directeurs généraux. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels les Directeurs généraux ont les mêmes pouvoirs que le Président.

Lorsqu'un Directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Article 21 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence. Le Conseil d'administration répartit cette rémunération librement entre ses membres.

2 - La rémunération du Président du Conseil d'administration et celle du ou des Directeurs généraux est déterminée par le Conseil d'administration. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

3 - Il peut être alloué par le Conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions prévues à l'article 22 des statuts.

4 - Aucune autre rémunération, permanente ou non, ne peut être versée aux administrateurs autres que ceux investis de la Direction générale et ceux liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la Loi.

all.
NC et Mc Ma et MA

Article 22 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et l'un de ses administrateurs ou Directeurs généraux sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la Loi.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une autre entreprise, si l'un des administrateurs ou Directeurs généraux de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, Directeur général, membre du Directoire ou du Conseil de surveillance de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 23 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants sont nommés, qui sont appelés à remplacer le ou les Commissaires aux Comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès.

TITRE IV

ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES

Article 24 - NATURE DES ASSEMBLÉES

Les décisions des actionnaires sont prises en Assemblée Générale.

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les Assemblées Spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

all

Clé *all.* *NC et MC* *Ma et HA* *all* *Jan*

Article 25 - CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'administration ou, à défaut, par le ou les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le dixième au moins du capital.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quinze jours avant la date de l'Assemblée soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire, soit par un avis inséré dans un Journal d'annonces légales du département du siège social. En cas de convocation par insertion, chaque actionnaire doit également être convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

Article 26 - ORDRE DU JOUR

1 - L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2 - Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions.

3 - L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Article 27 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

1 - Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion.

2 - Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'Assemblée.

3 - Un actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire justifiant d'un mandat.

act
Cuy All. Mc et Mc Ma et MA *act* *act*

Article 28 - TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

1 - Une feuille de présence est émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

2 - Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. En cas de convocation par un Commissaire aux Comptes ou par mandataire de justice, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les deux actionnaires, présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs. Le bureau ainsi constitué désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors des membres de l'Assemblée.

3 - Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial conformément à la Loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans les conditions fixées par la Loi.

Article 29 - QUORUM - VOTE

1 - Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, sauf dans les Assemblées Spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi. En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires dûment complétés et reçus par la Société trois jours au moins avant la date de l'Assemblée.

2 - Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

3 - Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les actionnaires. Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance.

Article 30 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'administration et qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

et
Ch. Allu *Mc et Mc* *Ma et MA* *au* *by*

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 31 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale.

Dans les Assemblées Générales Extraordinaires à forme constitutive, c'est-à-dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative ni pour lui-même, ni comme mandataire.

Article 32 - ASSEMBLEES SPECIALES

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée Générale Extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée Spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées spéciales ne peuvent délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et sur deuxième convocation le quart des actions de la catégorie concernée.

Pour le reste, elles sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées Générales Extraordinaires sous réserve des dispositions particulières applicables aux Assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

Article 33 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir, dans les conditions et aux époques fixées par la Loi, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

act
Ay Au NC et Ac Ma et MA *act*

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la Loi et les règlements.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 34 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale est définie à l'article 5.

Article 35 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux Lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre Ier du Code de Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties données par la Société et un état des suretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la Loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la Loi.

Le cas échéant, le Conseil d'administration établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la Loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 36 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Sur le bénéfice de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la Loi. Ainsi, il est prélevé 5 p.100 pour constituer le fond de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fond atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Ally
Ally

MC et Mc

Ma et MA

au < by

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 37 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES


L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut, par le Conseil d'administration.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des actionnaires aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

act
Ay Allu. Mc et Mc Ma et MA ay 

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les actionnaires; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les actionnaires devenant associés commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

La transformation en Société par actions simplifiée est décidée à l'unanimité des actionnaires.

Article 41 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Conseil d'administration doit réunir l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la Société doit être prorogée.

Les actionnaires qui s'opposeront à ladite prorogation auront l'obligation de céder leurs actions aux autres actionnaires dans le délai de 3 mois à compter de la délibération de l'Assemblée Générale ayant décidé la prorogation, sur demande exprès de ces derniers par lettre recommandée avec avis de réception. Le prix de cession des actions sera fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Dans le cas où les demandes d'achat seraient supérieures au nombre d'actions à céder, la répartition s'effectuera au prorata du nombre d'actions déjà détenues par les acquéreurs et dans la limite des actions à céder.

Article 42 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution judiciaire prévue par la Loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

col
Ch. All.

MC et MC

Ma et MA *Ren*

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

TITRE VII

CONTESTATIONS

Article 43 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires, les organes de gestion ou d'administration et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le Tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les Tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs. Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires, les organes de gestion ou d'administration et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises aux Tribunaux compétents.

TITRE VIII

CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Article 44 - NOMINATION DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES AUX COMPTES

- . Madame RICHARD Annie épouse METGE Jean-Pierre
née le 23 avril 1954 à DEAUVILLE
de nationalité française
demeurant Ldt Fayries
Goulens
47390 LAYRAC

est
Cuy
Aue.

Met Mc

Ma et MA

au

Mariée sous le régime de la Séparation de Biens et Participation aux acquets
à Monsieur METGE Jean-Pierre

- . Madame HERVOIR Claire épouse METGE Christian
née le 21 mai 1957 à BORDEAUX
de nationalité française
demeurant Chemin de Lamassoque
Côte de Brumas
47390 LAYRAC

Mariée sous le régime de la Communauté légale à Monsieur METGE Christian

- . Monsieur METGE Alain dit Jean-Pierre
né le 25 février 1953 à AGEN
de nationalité française
demeurant Ldt Fayries
Goulens
47390 LAYRAC

Marié sous le régime de la Séparation de Biens et Participation aux acquets à
Madame RICHARD Annie

- . Monsieur METGE Christian
né le 29 novembre 1955 à AGEN
de nationalité française
demeurant Chemin de Lamassoque
Côte de Brumas
47390 LAYRAC

Marié sous le régime de la Communauté légale à Madame HERVOIR Claire

Sont nommés administrateurs de la Société pour une durée de trois ans qui
prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des
actionnaires appelée à statuer sur les comptes du dernier exercice écoulée et
tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Chacun d'eux accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les
conditions requises par la Loi et les règlements pour l'exercice du mandat
d'administrateur.

Les administrateurs sont immédiatement habilités à désigner le Président du
Conseil d'administration et, sur proposition éventuelle de celui-ci, le
Directeur général.

- . Le Cabinet RAMPNOUX ET ASSOCIES 17, Rue de Strasbourg 47000 AGEN

est nommé Commissaire aux Comptes titulaire de la Société pour les six premiers
exercices sociaux.

et
Cly Alle. Mc et Mc Ma et MA *etc*

. **Didier CORREGES, Cabinet NOUALS 2, Place des Droits de l'Homme 47200 MARMANDE**
est nommé Commissaire aux Comptes suppléant de la Société pour les six premiers exercices sociaux.

Les Commissaires aux Comptes ont fait connaître à l'avance qu'ils accepteraient le mandat qui viendrait à leur être confié et ont déclaré satisfaites à toutes les conditions requises par la Loi et les règlements pour l'exercice dudit mandat.

Article 45 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

1 - La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 - L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la Société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés. Cet état a été en outre tenu à la disposition des actionnaires dans les délais légaux à l'adresse prévue du siège social. En outre, les actionnaires donnent mandat à Monsieur METGE Jean-Pierre de prendre pour le compte de la Société les engagements suivants :

- Souscription d'un prêt de 4 800 000 F auprès de la Société Générale - Agence d'AGEN Place Wilson 47000 AGEN

- Acquisition par la société de 993 actions de la SA LAITERIE PELISSIE dont le siège est à ESPOEY 64420 SOULOULOU immatriculée au RCS de PAU sous le n° SIRENE 315002626 pour un montant de 1800 actions soit un montant total de 1 787 400 F

Ces engagements seront également repris par la Société par le fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

3 - Le ou les actionnaires investis de la direction générale de la Société sont, par ailleurs, expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la Société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits, dès l'origine, par la Société, après vérification par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

cel

Car All.

Mc et Mc

Ma et MA

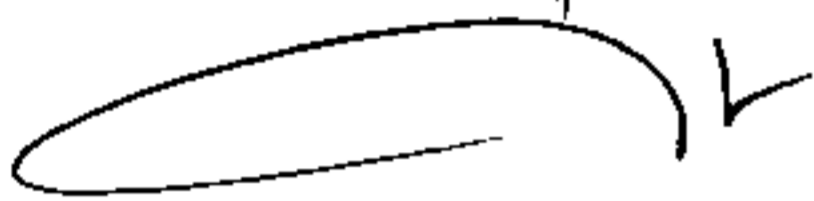
am

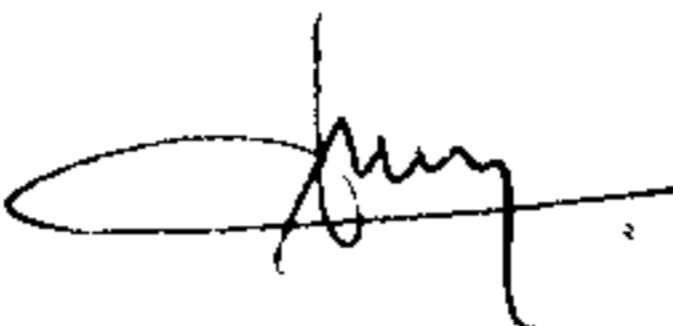
Article 46 - PUBLICITE - POUVOIRS

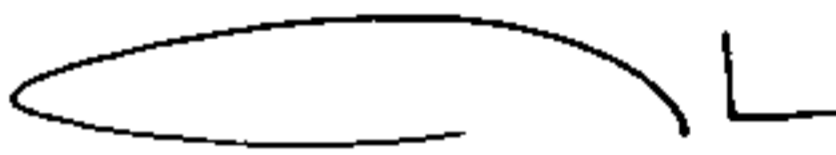
Les formalités de publicité prescrites par la Loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la direction générale.


Monsieur METGE Jean-Pierre est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un Journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.


Fait en 5 originaux
A BOE
Le 19 avril 1996

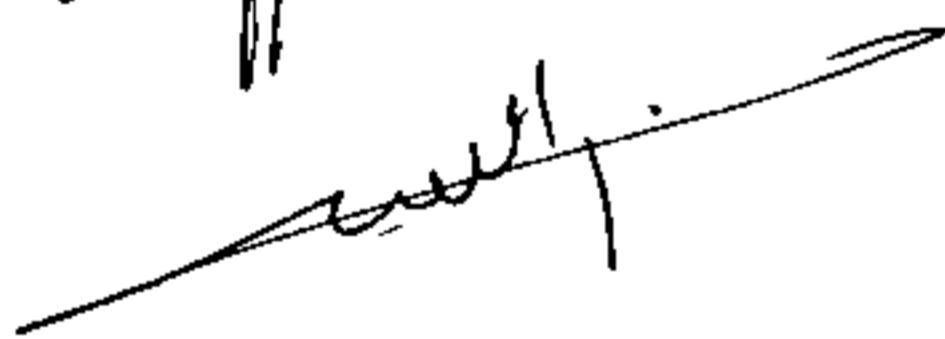
lu et approuvé



lu et approuvé


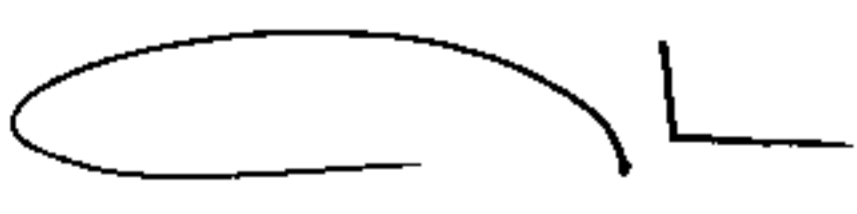

Bon pour acceptation des
fonctions d'administrateur



lu et approuvé



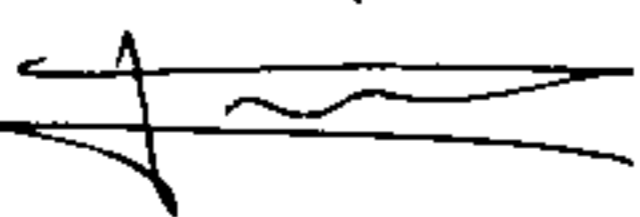
Bon pour acceptation des
fonctions d'administrateur


lu et approuvé


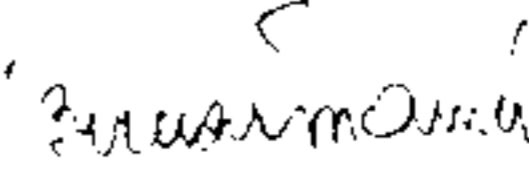
Bon pour acceptation des
fonctions d'administrateur


lu et approuvé par les parents
 

Bon pour acceptation
des fonctions d'administrateur


lu et approuvé les parents
 

lu et approuvé


DUPLICATA
ENREGISTRÉ A AGEN (R.D.)
le 30 AVR 1996 Fol. 22. Bord. 302/6
REÇU Cinq cents francs


ANNEXE

RELEVÉ NOMINATIF DES APPORTS EN NUMÉRAIRE

Monsieur METGE Alain dit Jean-Pierre apporte en numéraire une somme de correspondant à 917 actions de 100 F	91 700 F
Monsieur METGE Christian apporte en numéraire une somme de correspondant à 917 actions de 100 F	91 700 F
Madame RICHARD Annie épouse METGE Jean-Pierre apporte en numéraire une somme de correspondant à 1 action de 100 F	100 F
Madame HERVOIR Claire épouse METGE Christian apporte en numéraire une somme de correspondant à 1 action de 100 F	100 F
Madame METGE Danielle apporte en numéraire une somme de correspondant à 2 actions de 100 F	200 F
Monsieur et Madame METGE Jean-Pierre pour le compte de Monsieur METGE Vincent mineur non émancipé apportent en numéraire une somme de correspondant à 1 action de 100 F	100 F
Monsieur et Madame METGE Christian pour le compte de Mademoiselle METGE Camille mineure non émancipée apportent en numéraire une somme de correspondant à 1 action de 100 F	100 F
TOTAL DES APPORTS EN NUMÉRAIRE	<hr/> 184 000 F

ANNEXE

ETAT NOMINATIF DES APPORTS EN NATURE

Monsieur METGE Alain dit Jean-Pierre apporte en nature 120 actions de la SA FROMAFRUIT pour un montant de correspondant à 22 080 actions de 100 F	2 208 000 F
Monsieur METGE Christian apporte en nature 120 actions de la SA FROMAFRUIT pour un montant de correspondant à 22 080 actions de 100 F	2 208 000 F